





#### AFRIQUE DU SUD: DU NOIR ET BLANC ÀL'ARC-EN-CIEL



Une vue du stade Soccer City de Soweto le 22 mai 2010. (© AFP Alexander Joe)

Le retour sur la scène politique de Nelson Mandela, après 27 ans passés dans les geôles sud africaines marquait la fin d'un demi-siècle d'apartheid. La naissance d'une nation « arc-en-ciel » était en marche.

Devant la commission Vérité et Réconciliation, qui a siégé de 1996 à 1998, victimes et bourreaux sont venus témoigner des crimes de l'apartheid : les uns ont dévoilé les méthodes d'empoisonnement par chocolat, tee-shirt ou cigarettes, promises notamment aux militants de l'ANC (Congrès National Africain) de Nelson Mandela. D'autres ont fait état de recherches visant à réduire la fertilité des femmes noires par le biais d'eau ou de produits de consommation courante contaminés. Des milliers de victimes ont raconté les tortures, les liquidations sommaires, les massacres commis par la police et les forces spéciales entre le 1<sup>e</sup> mars 1960, début de la lutte armée, et le 10 mai 1994, jour de l'investiture du président Mandela.







Avec cette commission, où la vérité surgit et où la réconciliation s'amorce, le processus démocratique s'est accéléré. Mais il a fallu du temps pour que l'Afrique du sud en arrive là, comme il en a fallu aux gouvernements français successifs pour faire entendre leurs voix dans le concert de protestation international contre le régime de l'apartheid.

Jusqu'en 1981, si la France condamne le régime, elle se montre en effet peu encline à le sanctionner, boycotter ou même à pratiquer l'isolement sportif, à l'instar d'une grande partie des pays du Commonwealth, notamment en matière du rugby. Il faut attendre la présidence de François Mitterrand pour que l'offensive s'affiche militante, au moins symboliquement : ouverture des bureaux de l'ANC à Paris, participation au financement des campagnes anti-apartheid de l'ONU, limitation d'échanges sportifs et culturels avec l'Afrique du sud, adoption de sanctions économiques circonstanciées, rappel de l'ambassadeur de France à Pretoria, appui pour la libération de prisonniers politiques. Et si la France accueille Nelson Mandela avec beaucoup de fierté pour célébrer le 14 juillet parisien, il est à cette époque, 1996, élu chef d'État depuis 2 ans déjà.

La société post-raciale sud-africaine s'est engagée dans une refondation symbolique en adoptant un nouveau drapeau, un nouvel hymne national et en embrassant le concept de «nation arc-en-ciel». Quand on sait que l'arc-en-ciel ne compte ni noir ni blanc parmi ses couleurs, que du rouge au violet les teintes se côtoient sans se mêler, et que l'arc ne brille que sous la pluie, on peut se demander si ce symbole très fort ne portait pas en germe tous les ingrédients du trompe l'œil qu'il semble être devenu. Ou ceux d'une vitrine utile qui sert à rayonner le temps d'une coupe du monde, le temps de redonner ses illusions au peuple, de lui faire oublier qu'à la ségrégation raciale s'est substituée une ségrégation sociale d'une extrême violence.

Brigitte MARTINEZ le 01/02/2011







L'Afrique du Sud à travers les Unes de « Libé » : le 11 février 1990 le monde entier fêtait la libération de Nelson Mandela, le héros de la lutte contre la ségrégation raciale. Retour sur la naissance d'une démocratie sud-africaine.



« Libération du 25/07/1985 ». Le 24 juillet 85 la France réagit à l'instauration de l'état d'urgence en Afrique du Sud. Elle rappelle son ambassadeur à Pretoria, saisit le conseil de sécurité de l'ONU pour condamner l'Afrique du Sud et préconise la suspension de nouveaux investissements quel que soit le domaine.



**« Libération » du 05/09/1984.** Les années 1984/85 sont marquées par une série d'émeutes dans les townships. Le 5 septembre 1984, Pieter Botha est élu à la présidence de l'Afrique du sud. Il sera le dernier président à soutenir la politique d'apartheid.









« Libération » du 06/12/1982. La gauche au pouvoir depuis 1981 fait entendre sa différence avec le gouvernement précédent en matière de droits de l'homme. Le poète sud africain Breyten Breytenbach est ainsi libéré sous la pression française, tout comme l'écrivain cubain Armando Valladares qui moisissait depuis 22 ans dans les prisons castristes.



**« Libération du 16/06/1986 ».** Le 16 juin 1976 une manifestation pacifique avait lieu à Soweto, une banlieue de Johannesburg. Lycéens et étudiants refusaient que l'afrikaans, la langue de la principale communauté blanche du pays et identifiée à l'apartheid, devienne obligatoire dans les écoles bantoues. La police tira sur les jeunes faisant plusieurs dizaines de morts.









« Libération du 30/03/1988 ». Le 29 mars 1988 au petit matin, la représentante du Congrès national africain à Paris, Dulcie September, est assassinée de cinq balles en pleine tête devant les locaux de l'organisation. Elle enquêtait sur un trafic d'armes entre la France et l'Afrique du sud. Le dossier du meurtre fut clos en juillet 1992 sans être élucidé.



Libération du 03/02/1990 ». Le président conservateur De Klerk, à la grande surprise générale, prononce la levée de l'interdiction de l'ANC (Congrès national africain) et du parti communiste. annonce aussi la libération des prisonniers dont Nelson Mandela, figure politiques emblématique de la lutte anti apartheid.









**« Libération du 12/02/1990 ».** Le 11 février, Nelson Mandela est libéré, après vingt-sept ans d'emprisonnement dans des conditions souvent très dures. Il a 72 ans.



**« Libération du 19/03/1992 ».** Les réformes constitutionnelles et la fin de l'apartheid sont l'enjeu du referendum organisé en mars 1992. Avec un taux de participation de 80 %, les blancs votent à plus de 68 % pour le oui.









**« Libération du 03/05/1994 ».** Suite aux premières élections multiraciales largement remportées par l'ANC, Nelson Mandela est élu président de la république d'Afrique du sud. Il préside au premier gouvernement non racial du pays, un gouvernement d'unité national.

#### Plongée dans les archives de l'INA

- "Problème des races en Afrique du Sud", Les Actualités Françaises 11/03/1954
- L'apartheid au quotidien dans un township 05/01/1989
- Réactions à l'annonce de la libération de Nelson Mandela. 10/02/1990







### **ALGÉRIE: UNE BATAILLE CONTRE L'OUBLI**

L'Argentine des années 1980 avait ses « *folles* » de la place de Mai. Depuis la fin de la guerre civile, l'Algérie a les siennes. Ses femmes veulent que vérité soit faite sur les milliers de disparitions de la "*sale guerre*".

Chaque mercredi, ou presque depuis les récentes interdictions de rassemblement, des mères, des femmes, des filles et des sœurs de disparus manifestent place Addis-Abeba à Alger. À la manière de leurs « cousines » qui demandaient des comptes à la dictature latino américaine, les Algériennes exigent que vérité soit faite sur les disparitions de la «sale guerre» et justice rendue. Que sont devenus les pères arrêtés sur leurs lieux de travail, les fils et les grand-pères, emmenés un soir au commissariat et qui ne sont jamais revenus ? Et si les maris sont morts au cours d'un accrochage, comme leur certifie l'administration, alors où sont leurs corps ? L'État reconnaît 8 000 disparitions, il y en aurait bien davantage. Mais quelque soit le nombre, il a décidé de tourner la page. Le dossier est clos. Il n'a d'ailleurs jamais été ouvert.

Dès son élection en 1999, Abdelaziz Bouteflika soumet son projet de loi de « concorde civile» à référendum. Il offre la liberté aux islamistes n'ayant commis ni massacres, ni viols ou attentats, et promet aux autres des réductions de peine en cas d'aveux. Les Algériens, qui ont soif de paix, placent leur espoir dans cette solution non militaire pour enrayer le terrorisme. Ils votent massivement oui à la « concorde civile » et approuvent encore, six ans plus tard, « la charte pour la paix et la réconciliation nationale ». La charte cette fois va plus loin : elle promet une amnistie quasi générale pour les islamistes et offre l'impunité aux services de sécurité, les plus fortement impliqués, selon les associations de familles des victimes, dans les milliers de disparitions. Elle ferme la porte aux enquêtes sur les meurtres, les massacres, les viols, les tortures, interdit les poursuites et les procès. Avec la justice, elle enterre la vérité, au grand dam des « folles d'Alger », qui refusent souvent l'indemnisation consentie ou, comble de l'ironie, ne peuvent l'obtenir faute de pouvoir fournir la preuve du décès.

- « Prends l'argent et tais-toi », l'équation ne les satisfait pas. Elles veulent savoir, elles veulent des faits, des coupables, des lieux de sépulture et des jugements. La « sale guerre » doit livrer ses secrets, faire la lumière sur « qui a tué qui ». Elles sont les oubliées d'une réconciliation promise par la charte mais qui, sans leur soutien et la volonté d'un peuple qui refuse qu'on enterre son histoire, ne peut se réaliser pleinement.
- « La première victime d'une guerre c'est la vérité » a-t-on souvent coutume de dire après Kipling. Une façon de sous-entendre que la paix, après le temps des secrets et des mensonges, ne triomphe qu'en sonnant le retour de la vérité. Pas le retour de l'oubli. Mais un pouvoir si impliqué dans le conflit peut-il se mettre à nu, à moins de se condamner ?







Alors, pendant qu'il préconise et pratique l'amnésie pour continuer d'avancer, les « folles » d'Alger et du pays entier manifestent en risquant la prison. Motif ? Elles « ternissent l'image du pays ».

**Brigitte MARTINEZ** 

Le 17 février 2011

L'autre guerre d'Algérie à la Une de "Libé": il a bientôt vingt ans le gouvernement algérien déclarait la guerre aux islamistes, plongeant le pays dans une guerre qui dura dix ans. Elle provoqua la mort de 150 000 personnes et la disparition de milliers d'autres.



"Libération" du 08/01/1997. La guerre civile algérienne qui dura dix ans, de 1991 à 2001, opposa le gouvernement algérien à divers mouvements islamistes. D'affrontements armés en massacres à grande échelle, elle provoqua la mort d'environ 150 000 personnes.









"Libération" du 14/06/1990. Le profond malaise de la société algérienne - pénuries alimentaires, chômage, pauvreté - et le rejet d'un pouvoir qui tire sur les manifestants (500 morts en octobre 1988), profite aux islamistes. Le FIS, le Front islamique du salut, remporte les élections locales de 1990 puis très largement le premier tour des législatives de décembre 1991. La formation d'un gouvernement islamique paraît alors inévitable.



"Libération" du 13/01/1992. Le second tour des élections législatives n'aura pas lieu : l'armée interrompt le processus électoral. Elle démissionne le président en place et fait appel à Mohamed Boudiaf, chef historique du FLN en exil depuis 28 ans, pour diriger le pays. Il sera assassiné 6 mois plus tard.











"Libération" du 15/02/1992. L'État déclare la guerre à l'islamisme : plusieurs milliers de militants et de sympathisants du FIS sont arrêtés, emprisonnés, exécutés, torturés, ou envoyés dans des camps au sud de l'Algérie. En réponse, différents groupes de guérilla islamiques vont émerger et lancer des attaques ciblant tout d'abord l'armée et la police. Mais les violences s'étendront rapidement à la population civile, victime de massacres et d'attentats aveugles.



" Libération" du 24/06/1993. L'année 1993 marque le début d'un cycle d'assassinats d'intellectuels algériens écrivains. universitaires, politiques, journalistes, enseignants, artistes, avocats, les "élites" sont des cibles de choix. Les ressortissants étrangers aussi, notamment les Français. Tous sont dans la ligne de mire d'un nouveau mouvement, le GIA (Groupe Islamique Armé) qui développera, parallèlement à l'assassinat et au massacre, d'autres moyens d'actions : vol, racket, sabotage.









"Libération" du 04/03/1995. Guerre civile ou pas, la France ressort cette fois encore l'argument de "l'appel d'air" pour limiter l'entrée des Algériens à son territoire. Chaque jour en 1995, 2 500 demandes de visa seront déposées, 250 acceptées, contre 2 000 avant les violences. Une poignée de statuts de réfugiés politiques fut accordée, et 3 000 autorisations de séjour provisoire de 6 mois distribuées entre 94 et 98.



"Libération" du 24/09/1997. En 1997 et 98 les massacres se multiplient en Algérie, décimant des populations villageoises par dizaines et quelquefois par centaines. Bentahla, situé à une trentaine de kilomètres d'Alger, devint le bourg symbole de ces hécatombes. Dans la nuit du 22 au 23 septembre 1997, 400 personnes y périssent en quelques heures, égorgées, mutilées, éventrées par une horde de tueurs très déterminés. Crime du GIA seul ou commis avec la complicité de l'armée algérienne...









"Libération" du 23/10/1997. Tous les mystères qui entourent la guerre civile sont loin d'être levés, mais la connexion entre l'armée algérienne et les groupes islamistes armés paraît établie. D'anciens membres des services ont en effet confessé leurs secrets militaires par livres interposés. Infiltration et prise de contrôle de groupes armés ou crimes commis en son nom, la stratégie de l'état leur paraissait claire : il s'agissait de discréditer sur la scène internationale et intérieure l'opposition.



"Libération" du 06/07/1999. Les rivalités entre les différentes factions des groupes armés islamiques tout au long de la guerre civile finirent par affaiblir le GIA et certains groupes armés déclarèrent le cessez-le-feu. À partir de 1998 la violence cesse dans les villes, mais pas dans les zones rurales. L'élection d'Abdelaziz Bouteflika à la présidence de la république en 1999, conduit à une loi d'amnistie en faveur des islamistes, approuvée par référendum. Les violences diminuent fortement.







# Plongée dans les archives de l'INA

- Lounes Matoub, chanteur assassiné
- Fellag, Saga cités
- Guy Bedos sur l'Algérie







### **KOSOVO: LES RATÉS D'UNE GUERRE HUMANITAIRE**

Annoncée comme une « *juste* » et « *morale* », la guerre menée du ciel il y a plus de dix ans au Kosovo, ne l'était pas vraiment. Le pays en garde encore les traces.

Des frappes aériennes pour mettre fin à une catastrophe humanitaire : la solution guerrière, emmenée par l'OTAN, a pour but de protéger les populations albanaises du Kosovo des exactions serbes. L'opération est lancée en mars 1999 sans le feu vert de L'ONU mais qu'importe, une bonne partie de l'opinion semble d'accord pour que la force parle. Il est vrai que la terreur règne au Kosovo et que les chefs d'États plaident bien leur cause : Tony Blair inaugure une nouvelle doctrine, la « guerre humanitaire » et Jacques Chirac se justifie avec grandeur : « Parce qu'il s'agit de la paix sur notre continent, parce qu'il s'agit des droits de l'homme sur notre continent, je sais que les Françaises et les Français comprendront que nous devions agir. »

Et les Français comprennent, même si les débats sont animés, qu'après le génocide Rwandais de 1994 et le massacre de Srebrenica commis un an plus tard, la communauté internationale ne pouvait pas cette fois encore rester passive. Et, puisque les casques bleus avaient démontré toute leur impuissance dans la majorité des opérations de la décennie, ils étaient d'accord pour qu'à l'approche d'un nouveau siècle, la stratégie militaire évolue. Que l'on revienne à de vraies guerres menées du ciel, comme à Bagdad en 1991, et que l'Otan s'invente de nouvelles missions maintenant que le mur avait chuté. Alors pourquoi pas celles d'aller secourir des civils en danger, de se mettre au service de la défense des valeurs universelles, en dépassant les frontières d'un champ d'action traditionnel ?

La critique pointe mais l'urgence est là : depuis 1998 au Kosovo, les forces Serbes deviennent sans pitié pour une population à 90 % albanaise : **détentions arbitraires, tortures, viols systématiques, meurtres...** Bien que les cibles principales soient les jeunes hommes susceptibles de porter les armes pour le compte de l'armée de libération du Kosovo, l'UCK, les femmes, les enfants et les nourrissons sont aussi victimes de la haine et des atrocités des forces militaires et paramilitaires de Milosevic.

Le problème, c'est qu'en représailles des bombardements de l'Otan les forces serbes multiplieront les exactions envers les populations.

Le problème, c'est que l'opération de l'Otan, qui devait durer quelques jours, le temps de ramener Milosevic à la table des négociations, se prolongera pendant 78 jours. Et comme il n'était pas dans les plans militaires d'intervenir au sol pour protéger les Albanais du Kosovo, 10 000 d'entre eux furent massacrés.







Le problème, c'est que les stratèges n'avaient pas non plus planifié qu'un million et demi de personnes, cherchant à échapper aux massacres, se retrouveraient sur les routes. Ni que les militaires se transformeraient en humanitaires, gérant d'immenses camps de réfugiés aux frontières de la province.

Il y eut bien sûr d'autres problèmes, mais à la fin, il y eut un cessez-le-feu. Il mit fin à 10 ans de répression Serbe au Kosovo et Milosevic passa devant la justice internationale. En février 2011 le Kosovo a fêté le 3ème anniversaire de son indépendance en se moquant pas mal que cinq pays de l'UE, dont l'Espagne, ne le reconnaisse pas.

Souvent après la fin de l'histoire, il y a un post-scriptum. Peu de gens le lisent et c'est dommage. Celui-ci raconte qu'après la guerre les Albanais du Kosovo prirent leur revanche. Leur violence poussa hors du Kosovo, ce pays que la communauté internationale souhaitait multiethnique, 200 000 Tsiganes et Serbes. La haine explosa de nouveau, pendant 48 heures en mars 2004. Des émeutes et des morts, des pillages, des incendies et la destruction par dizaines de lieux de cultes orthodoxes précipitèrent la fuite de plus de 4 000 personnes hors de la province.

Il y a aujourd'hui, selon le HCR, 200 000 réfugiés du Kosovo en Serbie et beaucoup aimeraient pouvoir rentrer chez eux. L'OTAN maintient encore 10 000 soldats dont 765 Français au Kosovo. C'est l'opération otannienne la plus importante après l'Afghanistan. Les militaires devraient rester là longtemps encore, tout comme les civils des missions européennes et onusiennes qui tiennent le Kosovo par la main et le font avancer vers un état de droit. C'est une tâche longue et difficile qui s'inscrit dans le sillage des frappes prétendues « ciblées » mais lâchées sans vision à long terme.

Par Brigitte MARTINEZ

Le 1<sup>er</sup> avril 2011







Kosovo, une «guerre humanitaire» à la Une de Libé: En mars 1999, L'OTAN déclenchait une «guerre humanitaire» en lançant des frappes aériennes sur la Yougoslavie. Retour sur les débordements non planifiés de l'intervention.



Libération **25/03/1999.** Le du 24 mars 1999 I'OTAN déclenche une série frappes aériennes sur la République fédérale de Yougoslavie y compris sur le province, qui a perdu son Kosovo. statut d'autonomie en 1989, est majoritairement peuplée d'Albanais soumis à l'oppression de Belgrade, aux répressions et aux violences des forces serbes. mettre fin aux exactions qui s'intensifient, l'Otan entre en scène.



Libération du 27/03/1999. Les bombardements déclenchent la colère et la violence des forces serbes qui se déchaînent. sommaires, Exécutions incendies, pillages, meurtres, viols, expulsions forcées... terreur règne désormais partout au Kosovo, bien au-delà des zones où l'Armée de libération du Kosovo. l'UCK. contre l'armée serbe avant l'intervention alliée.









Libération du 29/03/1999. Pour fuir les bombes de l'OTAN et les représailles au sol des forces serbes, plus de 450000 personnes quittent le Kosovo. Elles partent en train, en bus, en tracteur ou en charrette se réfugier pour la plupart dans les pays limitrophes : en Albanie (plus de 300 000), en Macédoine (plus de 100 000) ou au Monténégro. Le risque de déstabilisation régional menace sérieusement.



Libération du 05/04/1999. Les pays de l'Otan qui avait tout prévu sauf une catastrophe humanitaire de cette ampleur, innovent : ils se répartiront et accueilleront, temporairement, 100 000 réfugiés kosovars, pour alléger la charge des pays frontaliers. Ils lancent en outre une opération "abri allié" en Albanie : une gestion humanitaire et militaire (avec 7000 soldats) de camps de réfugiés. Un soutien logistique indispensable aux ONG mais un mélange des genres qui les indisposent.









Libération du 14/04/1999. La campagne de bombardements, qui devaient durer quelques jours le temps de faire pression sur Belgrade et de ramener les Serbes à la table des négociations se prolonge et s'intensifie. Elle durera 78 jours, "dommages collatéraux" compris. Entre 500 et 1500 civils auraient été tués par les frappes aériennes.

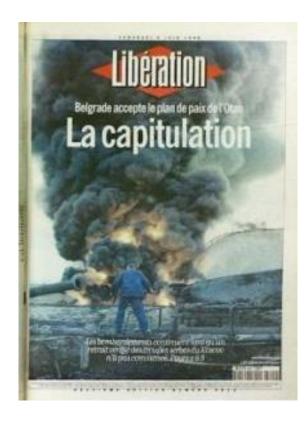


Libération du 25/03/1999. Selon l'OSCE, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, "90% des Albanais du Kosovo ont été déplacés par le conflit, soit plus de 1,45 millions de personnes."Les forces serbes auraient tués 10 000 Kosovars pendant la campagne de bombardements aériens.









Libération du 04/06/1999. Belgrade signe l'accord de paix le 9 juin 1999 et les forces serbes quittent le Kosovo. Fin 1999, plus de 820 000 Kosovars albanais rentrent chez eux, dont une partie de ceux qui avaient fui avant la guerre de l'Otan. Ils retrouvent un pays sans administration et en grande partie détruit.



Libération du 13/11/1999. C'est la fin de la répression Serbe pour les Kosovars qui obtiendront l'indépendance en 2008. Mais c'est au tour des populations non-albanaise du Kosovo de subir la violence de leurs voisins : plus de 200 000 Serbes et Tziganes durent fuir les persécutions au lendemain du conflit. L'Otan conserve toujours un contingent de 10 000 hommes au Kosovo.







**URSS: DISSIDENCE TÉLÉ** 

Exil, camp de concentration, psychiatrique punitive, assignation à résidence et parfois assassinat : la critique du système totalitaire se paye cher au pays de Brejnev et provoque le débat à la télé française.

La guerre froide n'était pas la seule affaire de grandes puissances. Elle se livrait en direct chaque vendredi soir autour d'une table basse, sur l'un des plus célèbres plateaux télé français. D'Apostrophes en débats, Bernard Pivot orchestrait en effet la confrontation idéologique par dissidents de pays de l'est interposés. L'affrontement se révélait piquant car, à la place du combat gauche/droite attendu, il revenait à la gauche de se déchirer en plateau. D'un côté, les auteurs rescapés des régimes de l'est avec pour soutien les « nouveaux philosophes » Bernard Henri Levy et André Gluksman. De l'autre, les intellectuels d'une gauche longtemps victime de son aveuglement prosoviétique, refusant, comme Sartre ou certains hiérarques du PC, d'admettre les atrocités du régime totalitaire.

À l'ouest, on connaissait depuis les années soixante, grâce aux textes de Soljenitsyne et d'autres dissidents, la réalité du goulag et du système répressif à l'est. Il fallut pourtant attendre la parution de L'archipel du goulag, 1974, un énorme succès de librairie, pour que le mythe soviétique s'effondre à gauche. La pensée antitotalitaire s'étoffe alors et se diffuse largement, fortifiée par la découverte à la même période d'autres régimes communistes inhumains : le Vietnam et le Cambodge que fuient les « boat people » par milliers, et la Chine de Mao.

Sur les plateaux d'Apostrophes, les dissidents se succèdent et l'on se fâche de moins en moins. On apprend alors tout ou presque du système concentrationnaire soviétique, de l'emprisonnement psychiatrique pour délit d'opinion et des persécutions. On découvre les ruses déployées pour écrire sous surveillance du KGB et réussir à cacher de minuscules feuillets chez des amis, dans la terre d'un jardin. Les astuces pour diffuser clandestinement, souvent par copie carbone, les textes interdits. Et la liste des risques encourus par les auteurs, les éditeurs et leurs proches: relégation, asile, camp, déchéance de nationalité, exil interne ou expulsion. La mort parfois pointe son nez: Soljenitsyne échappe ainsi à l'empoisonnement selon la méthode du « parapluie bulgare » dont la pointe, en se fichant dans les chairs, libère de la ricine. Andreï Sakharov sera lui victime d'un gaz innervant. Mais la paralysie sera temporaire, le temps que le KGB lui dérobe son manuscrit, pour la deuxième fois. À charge pour le physicien de réécrire encore, et pour la troisième fois, les 800 pages de ses mémoires.

Sakharov, ardent défenseur des droits de l'homme s'est éteint en 1989, en pleine perestroïka. Il venait de fonder l'ONG russe *Mémorial*, pour prévenir le retour du totalitarisme, assister les prisonniers politiques victimes du régime soviétique et faire la







lumière sur les exactions passées. Il n'imaginait sans doute pas que vingt ans plus tard, *Mémorial* et son travail en faveur des droits de l'homme en Tchétchénie, serait récompensé par un prix du parlement européen, le prix« *Sakharov pour la liberté de penser*». Il n'imaginait sans doute pas, en disparaissant au moment où la démocratie naissait à l'est, que son combat serait si prospère. D'autres dissidents, contestant d'autres régimes se sont malheureusement fait entendre depuis, mais avec moins d'écho. Il est vrai que Bernard Pivot n'est plus là pour évoquer leurs sorts chaque vendredi à la télé.

Brigitte MARTINEZ le 10/02/2011

Des opposants à la Une de «Libé» : retour sur le totalitarisme soviétique et ses dissidents les plus célèbres.



"Libération" du 16/03/1996. L'Union des républiques socialistes soviétiques, URSS (CCCP en russe) a officiellement éclaté en 1991, mais la nostalgie du passé – territorial – reste au cœur de la campagne électorale russe de 1996.









"Libération" du 15/02/1974. L'écrivain Alexandre Soljenitsyne, qui fera connaître au monde la réalité du système concentrationnaire soviétique est l'un des plus célèbres dissidents. Il passe plusieurs années en camp, écrit en cachette. Son roman phare l'archipel du goulag lui vaudra d'être déchu de sa nationalité, arrêté et expulsé d'URSS en février 1974.

"Libération" du 18/12/1976. Vladimir Boukovsky premier dissident à dénoncer l'utilisation de l'emprisonnement psychiatrique retrouve la liberté en 1976 : Il est échangé contre Luis Corvalan, dirigeant communiste Chilien qui moisissait dans les geôles du dictateur Pinochet. Boukovsky trouve asile à Londres, Corvalan en URSS.











"Libération" du 14/07/1978. Le journaliste et éditeur d'écrits clandestins Alexandre Guinzburg et le dissident Viktor Piatkus sont condamnés à plusieurs années de camp de concentration. En 1979, Guinzburg et 4 autres dissidents seront échangés contre deux ressortissants soviétiques arrêtés pour espionnage aux USA.

"Libération" du 23/01/1980. Andreï Sakharov est un physicien nucléaire choyé par les dirigeants soviétiques avant de devenir un ennemi du régime. Son combat en faveur des droits de l'Homme, sa condamnation de l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan lui valent d'être arrêté et placé en résidence surveillée en 1980.













"Libération" du 20/12/1986. Depuis 1985, deux nouveaux termes portés par le nouvel homme fort du régime, Mikhaïl Gorbatchev, résonnent en URSS et dans le monde entier : les mots «perestroïka » et «glasnost ». Ce changement d'atmosphère profite à Andreï Sakharov : il est libéré après 6 ans d'assignation à résidence.

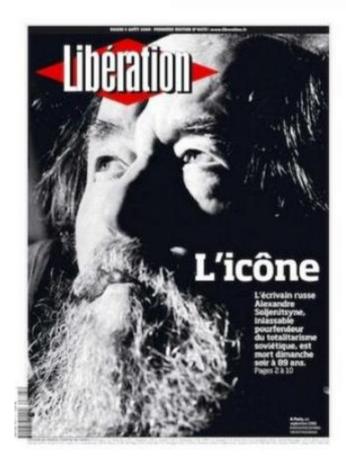
"Libération" du 28/05/1987. Le Docteur Jivago, blockbuster hollywoodien des années soixante, est l'adaptation du roman éponyme de Boris Pasternak. Bestseller en Europe, le texte est interdit en URSS. L'auteur devra, sous la pression du pouvoir, refuser son prix Nobel de littérature. Il faudra attendre l'ère Gorbatchev pour que le Docteur Jivago paraisse en URSS et que Pasternak soit réhabilité. 27 ans après sa mort.











"Libération" du 05/08/2008. Alexandre Soljenitsyne meurt en été, dans sa datcha des environs de Moscou. Après 30 ans d'exil et des années de goulag, il meurt en homme libre.

### Plongée dans les archives de l'INA

- Extrait d'«ouvrez les guillemets» 24/06/1974
- Le retour d'exil de Soljenitsyne 27/05/1994
- Portrait de Sakharov 15/12/1989







#### **EX-URSS: LES RÉVOLUTIONS EN COULEUR**

#### Échec aux couleurs.

La vague de « révolutions douces » qui renversèrent les autocrates de Géorgie et d'Ukraine fit très peu couler de sang. Mais beaucoup d'encre et de slogans payés, dit-on, par les États Unis. Retour sur une contagion démocratique qui eut bien des limites.

Il fallait des symboles, alors il y eut des noms, "Orange", "Roses" et "Tulipes", pour qualifier les mouvements démocratiques en marche dans des sociétés qui ne l'étaient pas encore. Et c'est ainsi que le monde salua les "*Révolutions de couleur*" - ou "*révolutions douces*"- qui précipitèrent la chute des autocrates en poste en Géorgie, en Ukraine et au Kirghizistan, dans les premières années du XXIe siècle.

Mais la vague démocratique passa sur le Kirghizistan sans s'y arrêter : les crises politiques succédèrent aux manifestations matées dans le sang, et les affrontements ethniques qui déchirent aujourd'hui le pays provoquent l'exil de dizaines de milliers de personnes.

Les Géorgiens vivent toujours avec la corruption, l'arbitraire policier, le manque d'indépendance de la justice et une opposition réprimée.

Reste l'Ukraine et ses allures de bonne élève. Ils ne sont que façade : le classement mondial de la liberté de la presse de 2010 la voit reculer de 42 places, passant derrière l'Irak.

Les "révolutions" avaient pourtant bien démarré dans ces ex-républiques de l'URSS, et la presse se penchait, pour les louer ou en dénoncer le financement américain, sur les mouvements de résistances non-violents menés par des étudiants assoiffés de démocratie.

La réussite du mouvement Serbe « *Otpor* » (résistance) qui favorisa l'échec de Milosevic lors du scrutin de 2000, avait fait des émules : exportant ses conseils, et ceux dit-on de Washington, il inspira « *Pora* » (ça suffit) en Ukraine et « *Kmara* » (assez) en Géorgie. Leur but : discréditer les candidats autocrates en empêchant leur réélection. Leur méthode : organiser des scrutins transparents pour démontrer la fraude. Leurs actions en campagne : mobiliser la société civile autour de l'opposition, manifester, camper sur les places, décliner l'humour de chansons en pamphlets sur une variété de supports - internet, tracts, badges, tee-shirt- en espérant avec un tel climat, inviter les électeurs au changement et à la contestation du scrutin en cas de fraude avérée. C'est ce qui arriva en Ukraine en 2003 et en Géorgie en 2004 : l'élu ne fut pas l'autocrate choisi par le pouvoir.

Le triomphe de ces « révolutions colorées » irrita Moscou. Poutine dénonça une « cinquième colonne » financée par l'étranger et créa un département chargé « de la prévention des révolutions orange dans l'espace post-soviétique ». Est-ce pour cela que la « révolution en jean » échoua en Biélorussie lors des élections de 2006, malgré tous les efforts déployés par le mouvement « Zubr » (taureau), et qu'il en fut de même en 2010 ? Sans doute pas. Des facteurs internes, économiques,







identitaires et politiques, assez différents de la situation ukrainienne eurent évidement un rôle à jouer dans cet échec, autant, sinon plus que la guerre de communication que se livrèrent le pouvoir et ses détracteurs. Il faut aussi rappeler que, quelle que soit la situation, la répression, la prison, la mise aux pas des opposants, la censure, parvint aussi à décourager les militants.

« Il n'y aura pas de révolution rose, orange ou banane » déclara ainsi le président biélorusse Alexandre Loukachenko, anticipant le résultat des élections de 2006. Il répéta à peu près les mêmes mots en 2010 lors d'un nouveau scrutin. Et il tint promesse : aucune révolution démocratique n'eut lieu à Minsk. Il y eut à la place une vague de répression inédite : sept cents personnes, parmi les milliers de manifestants dénonçant les dernières fraudes électorales, furent arrêtées et condamnées à plusieurs jours de prison. Parmi elles, sept opposants candidats à la présidentielle, accusés d'avoir organisé les émeutes. La traque des agents du KGB continua parfois après leur libération : ils perquisitionnèrent, harcelèrent et assignèrent à résidence, s'installant dans les salons pour interdire la télé, internet, le téléphone et la lecture de la presse.

Et c'est ainsi que, malgré son mouvement « *Zubr* », la Biélorussie fut privée de révolution. La recette qui marcha à Belgrade, à Tbilissi et à Kiev, ne s'exporta pas à Minsk. Il se murmure en revanche qu'en Égypte, les méthodes pacifiques des activistes serbes d'Otpor auraient porté leurs fruits. On aimerait croire que le renversement de régimes autoritaires ne dépend que d'outils, de méthodes et de stratégies de communication « douces » pour révolutions du même nom. Mais l'avènement d'une démocratie et son maintien dans la durée procèdent d'éléments autrement plus complexes. Les Biélorusses sont passés à côté de leur révolution colorée, et force est de constater que celles menées par les Géorgiens, les Ukrainiens et les Kirghizes, leur furent confisquées. Malgré leurs jolis noms, qui étaient sans doute trop beaux pour être vrais.

**Brigitte MARTINEZ** 

Le 12 juillet 2011



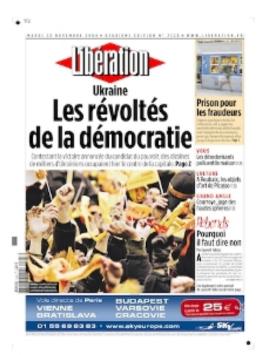




**Ex-URSS : les révolutions en couleur à la Une de "Libé" :** elles s'appellent "Rose", "Orange" ou encore "Tulipes". Retour sur les révolutions menées par trois anciens pays satellites de l'URSS après plus de dix ans indépendance.



"Libération" du 24/11/2003. Au lendemain des élections législatives de novembre 2003, les Géorgiens manifestent par milliers pour dénoncer les fraudes. Sous la pression de la rue, le président Chevardnadze, accusé de corruption, démissionne. L'armée, rangée du côté du peuple empêche le sang de couler comme en 1989, lors des manifestations d'indépendance. C'est la "révolution des roses", menée par l'opposant Mikheil Saakachvili, futur président.



"Libération" du 23/11/2004. Une fraude électorale est aussi à l'origine de la "révolution orange" ukrainienne. Le peuple, qui a voté pour Victor louchtchenko, et non pour le candidat de Moscou, réclame l'annulation du résultat. Soutenus par les Usa et l'UE, les Ukrainiens auront droit à un second vote.









"Libération" du 04/12/2004. Viktor louchtchenko, le candidat porté par la révolution orange, remportera le nouveau scrutin. C'est un camouflet pour Vladimir Poutine qui voit l'Ukraine, après la Géorgie, être emportée par une vague démocratique, et sortir du champ d'influence de Moscou.



"Libération" du 25/03/2005. Et de 3 ! Le Kirghizistan entame à son tour sa "révolution des tulipes" en 2005. Des milliers de Kirghiz lancés à l'assaut de la présidence de la République, des bâtiments de la télé et d'autres lieux stratégiques, réussissent à mettre en fuite en quelques heures leur dirigeant corrompu. Le nouveau gouvernement sera à son tour renversé, dans la violence et sur fond de conflit ethnique, en 2010.









"Libération" du 11/08/2008. Humilié par sa perte d'influence dans une région hautement stratégique, Moscou prend sa revanche : elle profite d'affrontements frontaliers pour voler militairement au secours de l'Ossétie du sud et de l'Abkhazie, deux territoires sécessionnistes de la Géorgie. À la grande surprise de la communauté internationale qui ne s'attendait pas à se sursaut de puissance.



"Libération" du 16/08/2008. La Russie a donné, en un mois, une leçon à la Géorgie. Le bilan humain est d'une centaine de morts et plus de 150 000 personnes déplacées. Mais le bilan politique et géostratégique semble en revanche plutôt positif pour Moscou qui réussit à contrer l'influence de l'occident dans le Caucase.







## Plongée dans les archives de l'INA :

- Révolution orange en Ukraine, le 23/11/2004
- Le réveil populaire en Ukraine, le 25/12/2004
- Révolution des roses en Géorgie, le 23/11/2003







#### LA LUTTE DES « BEURS »

La médiatisation des crimes racistes des années 1970-1980 révèle aux Français leur xénophobie latente. La seconde génération d'immigrés écrira en « *Une* » son combat antiraciste.

« Je ne suis pas raciste, mais... ». Inutile d'en dire plus : les restrictions sous entendues, les Français les connaissent et beaucoup les partagent. Ils ne sont pas racistes, non, puisqu'ils ne participent pas aux chasses en meutes à l'immigré, condamnent les « ratonnades », la xénophobie policière, les violences, les humiliations et les brimades que rapportent les médias.

Il n'empêche. D'articles en films, le Français se découvre cousin d'un « *Dupont Lajoie* » qui n'est pas de cinéma. Un cousin « *de souche* » animé d'un racisme d'autant plus terrifiant qu'il est très ordinaire, nourri d'ignorance et de préjugés.

Le racisme et l'injustice qui touche l'immigré premier arrivé rebondissent sur ses enfants, des fils et filles de France. Mais pas question qu'eux, entrés dans le dictionnaire sous l'appellation « Beur » et « Beurette » se laissent faire. Ils veulent l'égalité et la fraternité promise aux frontons des mairies. Pour l'obtenir, ils poursuivront le combat pour la dignité mené par leur père et lancent la « Marche pour l'égalité ».

Entamée dans l'indifférence en octobre 1983 à Marseille avec une dizaine de participants, elle rassemble plus de 100 000 personnes en décembre à Paris. Les Français, un peu surpris mais majoritairement solidaires, prennent soudain conscience du caractère multiculturel de leur société. SOS racisme naît sur cet élan et continue la lutte, car c'est bien connu : les « Français sont égaux, mais... »

**Brigitte MARTINEZ** 

Le 24 mars 2011







La marche des "Beurs" vue par les Unes de Libération : les pères subirent les «ratonnades » et autres crimes racistes d'une France xénophobe. Leurs enfants marchèrent pour faire respecter les principes d'égalité et de fraternité au sein une France pluri-ethnique. Retour sur la naissance d'un combat antiraciste.



"Libération" du 03/03/1975. L'adoption d'une loi antiraciste en juillet 1972 tente de limiter les dégâts, mais la xénophobie est tenace. Au pire, agressions, meurtres, expéditions punitives contre les immigrés. Au mieux l'insulte, l'interdiction de franchir la porte de certains cafés et lieux publics, la discrimination pour le logement, le travail.



"Libération" du 14/10/1978. Sortie de bal, discothèque et cafés, sont les lieux où l'immigré risque gros. Le cauchemar d'Ali Abdoul, travailleur algérien, commence ainsi dans un bar toulousain. Il sera torturé pendant 5 heures. C'est un choc pour l'opinion publique, mais le nombre d'agressions ne diminuera pas pour autant.









"Libération" du 28/05/1979. La chasse à l'immigré se mène souvent en bande. « Ratonnades » et "commandos punitifs" s'organisent, blessant des immigrés par dizaines, occasionnant des morts, comme lors de cet incendie criminel d'hôtel perpétré à Orange. Les médias, presse et tv, médiatisent davantage les actes racistes et donnent la parole aux immigrés dans les reportages : il s'agit de dénoncer des préjugés, de découvrir « l'autre ».



"Libération" du 03/12/1983. Une marche pour l'égalité et contre le racisme, rebaptisée la « Marche des Beurs » partie de Marseille arrive à Paris. Le pari audacieux de quelques jeunes Français issus de l'immigration, dans une période racisme aigu est gagné. La solidarité est au rendez-vous : 100 000 personnes finissent le parcours avec eux.









"Libération" du 27/03/1985. En octobre 1984, un an après la « *Marche des Beurs* », « SOS Racisme» est fondé. Le succès est immédiat. C'est toute une jeune génération qui reconnaît, avec la petite main jaune « touche pas à mon pote », le moyen de porter haut les nouvelles valeurs d'une société multiculturelle en marche.



"Libération" du 07/12/1985. « SOS » organise des manifestations et des concerts qui réunissent, à la Concorde ou à la Bastille, des centaines de milliers de personnes. « Un juif à Paris, un arabe à Menton : c'est toujours nos potes qu'on assassine » scanderont les manifestants après une série de crimes racistes perpétrés à Menton, à Miramas et l'attentat visant un cinéma juif à Paris.









"Libération" du 20/12/1988. En décembre 1988 le travailleur roumain Georghe Yordachescu meurt déchiqueté par une bombe lors de l'attentat mené contre le foyer Sonacotra de Cagnes sur mer. Ce nouveau meurtre raciste prolonge une longue liste qui continuera de croître jusqu'à aujourd'hui.







#### RWANDA, UN GÉNOCIDE EN HÉRITAGE

Un million, c'est le nombre de tueurs estimé du génocide. Pour juger autant de personnes et parvenir à réconcilier une population où bourreaux et victimes se côtoient, le gouvernement rwandais a placé son espoir dans les tribunaux populaires inspirés des anciennes assemblées villageoises.

Tous les Rwandais Hutu ne sont pas des bourreaux et tous les Rwandais Tutsi ne sont pas de victimes. Mais tous ceux qui vivent ensemble aujourd'hui au Rwanda sont enfants, frères ou femmes de bourreaux. À moins qu'ils ne soient mères, pères ou fils de victimes. Sur les épaules des uns pèse la culpabilité de comportements qui nient l'humanité, sur celles des autres le poids des morts auxquels ils ont survécu. Comment supporter ce lourd héritage et s'engager sur la voie de la réconciliation nationale ? Rendre justice est l'une des meilleures solutions. Mais à laquelle se fier ?

Le TPIR, le tribunal pénal international pour le Rwanda, mis en place par l'ONU en 1994, a inculpé quatre-vingt-dix responsables du génocide en 15 ans. Au Rwanda, beaucoup ont vu d'un mauvais œil l'apparition d'une justice internationale : elle retirait au pays sa souveraineté en matière de justice et risquait de poursuivre pour crimes de guerre commis en 1994 certains membres du FPR aujourd'hui au pouvoir à Kigali. Le TPIR étant par ailleurs accusé de *«faire la justice des vainqueurs »,* c'est-à-dire celle du FPR, on voit que ses détracteurs vont se nicher partout. Une réalité apparaît cependant, incontournable : la justice rendue par l'ONU est à la dimension d'un crime qui dépasse les frontières du Rwanda puisqu'il a été commis « contre l'humanité ». Les victimes du génocide méritent de ce fait une reconnaissance universelle : celle qui rend le crime incontestable et condamne ses planificateurs.

Pour la majorité des victimes, les « grands criminels » jugés à Arusha ne sont pas ceux qui ont pensé le génocide. Les "grands criminels" sont ceux qui ont tué leurs proches. Et les tueurs qui ont massacré au Rwanda sont nombreux, très nombreux : ils sont plus d'un million. Et si tous ne furent pas arrêtés - beaucoup sont morts, d'autres ont pris la fuite on estimait en 1998 qu'au rythme où se déroulaient les procès, il aurait fallu deux cents ans pour juger les 143 000 personnes alors en prison. Pour résoudre ce casse-tête insoluble par les tribunaux nationaux, le gouvernement relança les « gacacas ». Ces tribunaux populaires, outre le fait de désengorger les tribunaux, sont apparus comme l'un des outils affiché d'une politique de réconciliation nationale. Les critiques soulevées dès leur mise en place - justice expéditive, justice au rabais - et reprises à l'heure des bilans ont été balayées d'un revers de la main par le ministre de la justice : les gacacas « ont mis fin à la culture de l'impunité ».

L'impunité pour les criminels a conduit au génocide de 1994. Les auteurs des massacres qui ont décimé des milliers de Rwandais Tutsi par grandes vagues depuis 1959 n'ayant en effet jamais été poursuivis, ils ont cru qu'il en serait de même pour cette « *nouvelle tuerie* ». Voilà pourquoi ils ont « travaillé » avec autant d'ardeur à la machette. Voilà aussi pourquoi beaucoup n'ont pas compris pourquoi ils étaient jugés : n'avaient-ils pas seulement obéi aux ordres ? Alors les gacacas contre la banalisation du crime, contre la culture de l'impunité, oui, sans nul doute.







Après cinq années d'existence - les gacacas ont pris fin en 2010 - plus de 700 000 personnes ont été jugées. Si ces tribunaux ont parfois attisé les haines entre coupables, témoins et rescapés qui gardent le sentiment qu'aucune justice ne pourra réparer leur douleur, ils auront permis à l'échelle locale de mettre à jour la vérité. De reconstituer la planification des meurtres, de retrouver des corps et de les enterrer. De dire l'horreur pour les uns, d'exprimer sa souffrance et de faire reconnaître son préjudice pour les autres. Autant d'éléments fondamentaux pour qu'une mémoire se constitue. Pour que les orphelins de victimes ne pensent pas que leurs parents sont morts à cause « du diable » ni que les enfants des tueurs croient leur père en prison « pour fait de guerre ».

Les procès populaires que sont les gacacas, auront permis de faire reconnaître aux Rwandais que ce qui s'est passé en 1994 n'est pas un massacre de plus, un épisode de plus d'une " époque quand on tuait ", mais qu'il est le résultat d'une haine accumulée pendant quarante ans et qu'il s'appelle génocide.

Brigitte MARTINEZ Le 12 juillet 2011

Le génocide Rwandais à travers les Unes de "Libé" : en avril 1994 commençait un génocide qui provoqua en 100 jours la mort de 800 000 Rwandais, Tutsis et Hutus modérés.



"Libération" du 16/06/1994. La mort du président Habyarimana au cours d'un attentat déclencha un génocide programmé par les extrémistes Hutus. Il visa les Tutsis et les Hutus modérés qui, d'avril à juillet, furent près de 800 000 à trouver la mort à coups de machette. Le génocide se déroula sous les yeux de la communauté internationale qui intervint quand il était trop tard.









"Libération" du 27/05/1994. Après la mort de 10 casques bleus Belges quelques jours après le début du génocide, l'ONU décide de retirer la majeure partie de sa force de maintien de la paix, alors stationnée au Rwanda. Puis, en refusant de qualifier les massacres de "génocide", l'ONU se délivre de l'obligation d'intervention.



"Libération" du 23/06/1994. La France obtient l'autorisation du conseil de sécurité de l'ONU de lancer l'opération militaro-humanitaire "Turquoise" au sud-ouest du Rwanda. Il s'agit d'établir une zone de sécurité pour les réfugiés. La proximité de la France avec le régime génocidaire fera débat en France comme à L'ONU, ce qui retardera le feu vert donné à l'intervention.









"Libération" du 25/06/1994. Le génocide se déroule sur fond de guerre civile opposant le Front Patriotique Rwandais - majoritairement composé de Tutsis exilés - aux Forces Armées Rwandaises responsables des massacres. La France, qui reste neutre dans le conflit, accueille dans sa zone sécurisée des personnes menacées par le génocide mais aussi des génocidaires en fuite. Les Français sauveront toutefois plus de 8 000 personnes du génocide.



"Libération" du 23/07/1994. La presse qui débarque avec les militaires Français alors que le génocide s'achève, témoignera surtout de l'épidémie de choléra qui ravage les camps de réfugiés décimant 30 000 morts en 4 semaines. La surmédiatisation de cette épidémie avec ses cadavres alignés au bord des routes et les images de l'exode de 2 millions de réfugiés Hutus fuyant les représailles du FPR vainqueur de la guerre, amèneront la confusion : la séquence "choléra" passera dans l'opinion publique pour le génocide lui-même.

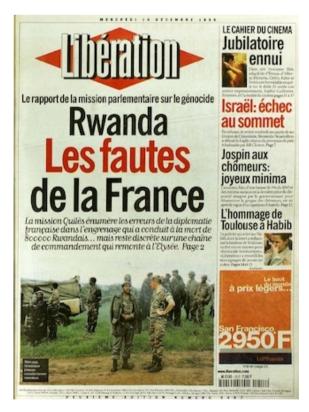








Libération" du 06/04/1995. Pour juger les tueurs du génocide, estimés à un million de personnes, 3 types de juridictions seront mis en place dont une par l'ONU: le tribunal pénal international pour le Rwanda chargé de juger les planificateurs. Et pour désengorger les tribunaux nationaux, les "gacaca", tribunaux populaires inspirés des anciennes assemblées villageoises, seront réactivés.



"Libération" du 16/12/1998. Sous la pression d'une partie de la presse et d'ONG, une mission parlementaire d'information sur la responsabilité de la France dans l'avènement du génocide Rwandais voit le jour en 98. Si le rapport exonère la France de toute complicité dans les actes, il révèle ses erreurs et ses aveuglements notamment en matière de coopération militaire avec un régime prônant l'ethnicisme.







# Plongée dans les archives de l'INA

- La France et le Rwanda, le 21/04/1998
- Autopsie d'un génocide, le 21/09/1994









# **POLOGNE: SOLIDARNOS, UNE HISTOIRE PARTAGÉE**

En août 1980, le monde occidental n'a d'yeux que pour le chantier naval Lénine de Gdansk où 16 000 ouvriers grévistes défient le pouvoir communiste. L'espoir démocratique est en marche. Au delà des frontières, un vaste élan de solidarité se créer autour du mouvement Solidarność.

Il fut où temps où la France se passionnait pour la Pologne, pour sa révolution en marche derrière le rideau de fer. L'occident restait baba devant le courage de milliers d'ouvriers qui, n'en pouvant plus de la hausse du prix de la viande et du manque liberté, se levaient comme un seul homme en aout 1980 pour dire non à leur régime communiste. Ils étaient, dit-on, galvanisés par les paroles du Pape polonais Jean Paul II venu les encourager deux ans auparavant : " N'ayez pas peur " avait-il dit au peuple. Et le peuple avait foncé, obtenant la création du premier syndicat indépendant du bloc de l'est, Solidarność , avec une cerise sur le gâteau : la retransmission en direct, sur les ondes de l'état, d'une messe saluant les accords signés à Gdansk. Une véritable première dans un pays du pacte de Varsovie.

Outre l'église dans le casting figurait un autre inédit : Ce n'était pas un intellectuel mais un simple ouvrier moustachu, l'électricien Lech Walesa qui menait, à la tête du syndicat Solidarność, la lutte contre le pot de fer. Son mouvement, au nom de la solidarité syndicale, sera largement soutenu par la CFDT. Mais pas seulement. Les Français dans leur ensemble se mobiliseront aussi, entrainés par des intellectuels comme Michel Foucault, Pierre Bourdieu et par deux artistes toujours à la pointe pour s'indigner : Yves Montand et Simone Signoret.

C'est pourquoi la déclaration de l'état de guerre en décembre 1981 provoqua deux ondes de choc. A la stupéfaction de voir le mouvement Solidarność stoppé net dans son ascension, s'ajouta l'incompréhension et la déception : A la question de savoir ce que la France allait faire, le gouvernement de gauche au pouvoir depuis mai 1981 répondait par l'intermédiaire du ministre Claude Cheysson, « évidement rien ». L'affaire étant polonaise, elle « devait être traitée entre Polonais ». On était loin de la folle proposition de Michel Rocard « d'envoyer la flotte dans la Baltique », mais les militants droits de l'homme trouvèrent là des arguments supplémentaires pour leur plaidoyer en faveur du droit d'ingérence.

En France, tandis que les poitrines se couvraient de badges Solidarność, les salles obscures diffusaient les films d'Andrzej Wajda et son « homme de fer » recevait la palme d'or à Cannes. Les réfugiés politiques trouvaient asile en France pendant que syndicats, associations caritatives et ONG levaient des fonds, convoyaient de l'aide humanitaire et faisaient passer en douce des machines à écrire et des « ronéos » pour alimenter les publications clandestines. Et même Laurent Fabius, alors premier ministre, faisait publiquement part de ses états d'âme quand le Général Jaruzelski était reçu à Paris : c'est dire si la Pologne faisait consensus, ou presque, sur le soutien qu'il fallait accorder à sa









« libération ».

Consensus ou presque. L'Histoire se réécrit à la lumière du temps qui passe. Les rôles joués par l'église polonaise, les Européens, l'Amérique et Gorbatchev dans l'avènement démocratique polonais trouvent aujourd'hui, au delà du mythe, leurs justes mesures. Reste l'incontestable réalité des peuples : le courage de ceux qui osent se lever, la solidarité de ceux qui mettent leur cœur à les y aider.

Par Brigitte Martinez

Le 06 mai 2011

**Solidarność à travers les Unes de « Libé » :** il y a plus de 30 ans naissait à Gdansk le premier syndicat indépendant du bloc de l'est, Solidarność. Retour sur un mouvement qui contribua à faire tomber le rideau de fer.



Libération du 22/08/1980. La hausse des prix des produits alimentaires déclenche une série de grèves en Pologne pendant l'été 1980. Au chantier Lénine de Gdansk. naval revendications tout d'abord économiques, deviennent politiques. A la tête de ce mouvement de contestation qui ose défier le pouvoir communiste, un électricien moustachu : Lech Walesa.











Libération du 02/09/1980. Le bras de fer entre les grévistes et le gouvernement se conclue par la signature le 31 aout 1980 des accords de Gdansk : Ils donnent naissance au premier syndicat indépendant du bloc de l'est, Solidarność. Avec bientôt 10 millions d'adhérents et le soutien de l'église catholique, le mouvement tiendra un rôle majeur dans l'opposition au régime.



Libération du 14/12/1981. La popularité de Solidarność dérange le régime. Pour que le pays revienne à la « norme communiste », le chef de l'état, le général Jaruzelski, déclare l'état de guerre en Pologne le 13 décembre 1981 : 6 000 syndicalistes sont arrêtés, Solidarność est dissous et Lech Walesa, son dirigeant, emprisonné.



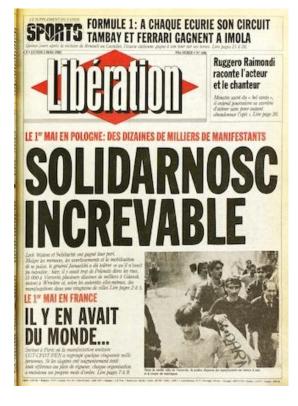








Libération 26/01/1982 Opposition du muselée. Couvre interdites, feu, grèves militarisation des secteurs économiques. Contrôle des déplacements et des communications. Programme unique à la radio et à la TV, suspension de l'enseignement : voilà aperçus d'une « normalisation » quelques polonaise décidée par Jaruzelski pour, ditil, sauver le pays d'une occupation soviétique. L'état de guerre se poursuit jusqu'en juillet 1983.



Libération du 02/05/1983. Solidarność bien que très affaibli poursuit son action dans la clandestinité avec l'édition et la diffusion et de nombreuses publications. Les églises sont les rares lieux où manifester son opposition au régime le temps d'une messe est encore possible. Lech Walesa, libéré en novembre 1982 reçoit le prix Nobel de la paix l'année suivante.











Libération du 06/04/1989. La « normalisation » polonaise parait impossible. L'influence croissante de l'église et du Pape Jean Paul II, un marasme économique et des vagues de grèves amènent le gouvernement à négocier : Les accords de la table ronde du 5 avril 1989 promettent la tenue d'élections libres. Une première en Europe de l'est depuis 1946.



Libération du 16/08/1989 . Solidarność remporte un très large succès aux élections de juin 1989. L'un de ses membres, Tadeus Mazowieski est nommé à la tête du gouvernement. Lech Wałęsa sera élu l'année suivante à la présidence de la république. Avec Solidarność, il aura largement contribué à faire tomber le rideau de fer.









#### **KURDISTAN: TEMPÊTE DU DÉSERT SUR L'HUMANIRAIRE**

La première guerre «chaude» de l'après guerre froide se termine dans les sables du désert irakien, et déjà une nouvelle ère s'annonce : celle du droit d'ingérence humanitaire avec son corollaire «la militarisation de l'humanitaire».

Tout commence dans l'immédiate après guerre du Golfe, celle de 1991. Encouragés par la victoire américaine, les Kurdes se rebellent contre Bagdad. Ils n'imaginent pas qu'un Saddam Hussein très affaibli par sa défaite pourrait les écraser. Et c'est pourtant ce qui se passe. La violence et la peur des représailles obligent les populations à fuir par centaines de milliers vers la Turquie et l'Iran, sous l'objectif des caméras qui couvrent la fin de la guerre. Impossible alors d'ignorer plus longtemps la question Kurde, de détourner la tête devant la souffrance. À la communauté internationale de prendre ses responsabilités.

Avec Bernard Kouchner à la manœuvre, Danielle Mitterrand et le Président de la République en appui, la France va réussir son coup à force de pressions, de débats et de batailles diplomatiques. Le 5 avril 1991, le rêve poursuivi par le « french doctor » depuis le Biafra devient réalité: le Conseil de Sécurité des Nations Unies vote la résolution 688, fondatrice du droit d'ingérence. Invoquant « une menace contre la paix et la sécurité internationale», l'ONU préconise l'intervention au Kurdistan irakien. L'opération militaro-humanitaire « provide comfort» est alors lancée. C'est une victoire pour la défense des victimes et pour les ONG qui souhaitaient pouvoir intervenir, en cas d'urgence humanitaire, dans les affaires intérieures d'un pays. C'est une victoire pour Bernard Kouchner qui s'opposait depuis longtemps «à la théorie archaïque de la souveraineté des États, sacralisée en protection des massacres.» L'exode des populations vers la Turquie et l'Iran est stoppée, et la zone de protection crée par l'ONU au nord de l'Irak se transforme de fait en région autonome Kurde. Elle se dotera par la suite d'un gouvernement et d'une armée.

L'intervention au Kurdistan irakien est la première d'une importante lignée d'autres ingérences humanitaires mandatées par l'ONU. Les opérations suivantes - Somalie, Bosnie, Rwanda, Kosovo - en multipliant les cas de figures, renforceront les critiques autour d'un concept qui révélait alors toute son ambiguïté, et que beaucoup condamnaient déjà au nom de la remise en cause de la souveraineté des États.

En devenant acteur de premier plan dans les relations internationales de l'après guerre froide, l'action humanitaire manifesta aussi sa faculté à se laisser instrumentaliser. À devenir le cache misère du manque de courage politique des états, de l'inertie européenne, comme en Bosnie. À servir de prétexte pour justifier une action militaire comme ce fut le cas au Kosovo. Ou à être, au contraire, réduite à l'inaction le temps d'un génocide commis au Rwanda. Et à servir aussi selon certains une politique impérialiste façon XIXème siècle, quand les opérations militaires se menaient au nom de la « défense de la civilisation». C'est







d'ailleurs en s'appuyant sur ce dernier argument que le G 77 réunissant à l'ONU les pays en développement, condamna en 2000 le « prétendu droit d'intervention humanitaire ».

Un autre problème apparu : à force de côtoyer les armées en zone de conflits, les champs d'interventions - militaire/humanitaire - autrefois bien distincts, en vinrent à se brouiller dangereusement. C'est ainsi qu'en Afghanistan, certaines ONG américaines rangées à la doctrine née en Irak du « bombs and bread», des bombes et du pain, se mirent à accompagner les opérations militaires pour protéger les populations et augmenter ainsi, pensaient-elles, les chances de «victoire». Les soldats français qui tentent de « gagner les cœurs» Afghans à coup d'opérations civilo-militaires, mélangent aussi les genre. Et c'est ainsi qu'à force de voir l'aide apportée avec un fusil, les populations finissent par confondre les humanitaires avec la force en place, et prennent les premiers pour cibles.

Ces dernières années, de nombreux coups de canifs ont été portés à ce qui fait l'ADN des ONG: impartialité, neutralité, indépendance. Certaines ont résisté, d'autres moins, tant la « révolution dans les affaires humanitaires» a changé la donne, faisant de l'action humanitaire un outil d'influence stratégique au service des politiques des grandes puissances. Les souffrances de demain en seront-elles mieux soulagées et de manière plus juste ? C'est un nouveau défi pour les enfants des « french doctors ».

Par Brigitte Martinez

Le 14 mars 2011







L'opération Kurdistan à travers les Unes de «Libé»: Il y a 20 ans, alors que la première guerre du Golfe s'achevait, le dictateur irakien Saddam Hussein réprimait sa population Kurde sous le regard des forces Alliées. Une occasion pour la France de faire valider par l'ONU son droit d'ingérence humanitaire.



Libération du 17/01/1991. Le 17 janvier 1991 les USA lancent l'opération "Tempête du désert" sur l'Irak pour libérer le Koweït envahi par les troupes de Saddam Hussein. La victoire des alliés et les encouragements américains poussent les Chiites, au sud de l'Irak, et les Kurdes au nord, à entrer en rébellion contre le pouvoir central de Bagdad. Saddam Hussein réprime violemment les deux soulèvements. Une répression qui ravive le souvenir des massacres de 1988.



Libération du 10/09/1988. Entre février et septembre 1988, Saddam Hussein avait en effet envoyé ses troupes "nettoyé" le nord du pays : il voulait en finir avec les Kurdes qui revendiquaient leur indépendance et avaient soutenu l'Iran pendant la guerre Iran-Irak. Plus de 180 000 Kurdes perdront la vie lors de représailles militaires. L'usage de gaz chimique dans les bombardements sera fréquent, notamment à Halabja où 5000 personnes vont mourir gazées en quelques heures.









Libération du 04/04/1991. 3 ans après le massacre d'Halabja, au lendemain du cessez-le-feu signé entre les Alliés et Bagdad, le nord de l'Irak est de nouveau en proie à la violence armée. Mais cette fois la communauté internationale est le premier témoin du drame. Forces gouvernementales et Peshmergas, combattants indépendantistes kurdes, s'affrontent, obligeant les populations civiles à fuir les combats et la répression.



Libération du 03/04/1991. L'exode des populations Kurdes commence en mars. Des colonnes de milliers de réfugiés marchent vers la Turquie et l'Iran, deux des autres pays abritant une importante communauté kurde. Ils seront près d'un million et demi à passer les frontières en 1991.











**Libération** du **08/04/1991.** L'Onu, saisie par la

France au nom de l'ingérence humanitaire, finit par condamner la répression des populations kurdes par les troupes de Saddam. Elle donne son "feu-vert" à la première opération "militaro-humanitaie" *Provide Comfort* chargée d'apporter de l'aide aux réfugiés dans une zone de protection interdite ç l'aviation irakienne. L'armée française y participe avec 2000 hommes. Les réfugiés rentreront petit à petit.



*Libération* du **11/04/2003.** Si le Kurdistan irakien échappe au contrôle de Bagdad après

la guerre du Golfe de 1991, c'est avec la suivant Iraqi Freedom, et la chute de Saddam en 2003 qu'il gagnera encore en autonomie. La Région autonome du Kurdistan est aujourd'hui une entité fédérale internationalement reconnue.









#### TRAVAILLEURS SANS-PAPIERS: L'ÉTERNELLE RENGAINE

En matière d'immigration l'histoire bégaie : celle qui s'écrit aujourd'hui ressemble fort à celle qu'ont tracée les premiers « sans-papiers » des années 1970-1980 en luttant pour leurs droits.

Le vent vient de souffler sur Mai, la gauche et l'extrême gauche continuent de faire la fête aux années soixante-dix. Les travailleurs immigrés, portés par ce climat propice à l'action, décident d'élever la voix. Ils réclament des papiers, refusent les conditions de travail et les logements indignes qui leur sont réservés. Grèves de la faim, de ramassage d'ordure. Arrêts des chaînes de montage, de paiements de loyers Sonacotra : leur combat pour la dignité sensibilise l'opinion, mobilise artistes et intellectuels, chrétiens, syndicalistes et mouvements de gauches.

D'une lutte à l'autre, les immigrés avancent en droits. Ils passent du statut de travailleurs à part à celui de travailleurs à part entière. Enfin presque. La solidarité botte en touche avec la crise des années quatre-vingt et les restructurations en masse de l'industrie automobile. L'ouvrier étranger qui commençait à faire sa place en France, se remet à la perdre.

Au fil des durcissements des lois sur l'immigration, les "travailleurs illégaux" des années 70 deviennent des « sans papiers ». Ce glissement sémantique les accuse moins de perturber une flexibilité salariale en marche, que de troubler, en clandestins, l'ordre social d'une société de plus en plus fermée à l'autre. Comme leurs aînés, ils utilisent leurs corps avec l'arme de la faim pour protester, devenir visible. Avec l'occupation et l'évacuation musclée de l'église Saint Bernard en 1996, leur lutte est reconnue. Médias, personnalités, anonymes : la solidarité est au rendez vous et, de réseaux d'entraides en parrainages républicains, la mobilisation se prolonge.

Le combat citoyen ouvre un nouveau front pour dire non au projet de loi Debré en 97, non à l'émiettement des valeurs républicaines, non a une forme de délation institutionnalisée de l'étranger. Avec une extrême droite à 15% dans les urnes à l'époque, le non est salutaire. Et toujours nécessaire.

Par Brigitte Martinez

Le 12 juillet 2011







Des sans-papiers à la Une de Libé : Du « travailleur immigré illégal » d'hier au « salarié sans-papier » d'aujourd'hui, retour sur 40 ans de lutte pour la régularisation.



Libération du 07/06/1973 : Sous l'effet de la crise économique les se durcissent pour migrants et les circulaires Marcellin-Fontanet plongent 83 % des travailleurs immigrés dans l'illégalité. Après six mois de luttes, de mobilisation et de grèves de la faim, le gouvernement effectue en 1973 première grande régularisation : 40 000 travailleurs étrangers en bénéficieront.









Libération » du 13/01/1975 : La présidence de Valery Giscard d'Estaing en 1974 porte un coup d'arrêt à l'immigration. Les conditions d'entrées et de séjours des travailleurs étrangers se durcissent : la fabrique à « sanspapiers » se perfectionne. En 1977 une prime de 10 000 francs encourage les retours volontaires. C'est le « million Stoléru ». L'objectif est d'obtenir le départ de 500 000 travailleurs.



Libération » du 25/01/1975 : La grève de la faim est le principal mode d'action des travailleurs immigrés pour revendiquer des conditions de vie et de travail dignes. Ils mènent aussi des grèves dans les usines où, employés en grand nombre, ils sont souspayés. La « grève des loyers » Sonacotra fera date. Suivie par près de 3 000 résidents dans plus d'une centaine de foyers en France, elle durera 4 ans.









Libération » du 29/05/1980 : Après un mois de grève de la faim, 17 travailleurs turcs employés dans le secteur de la confection à Paris, obtiennent leur régularisation. Une autre vague de régularisation, beaucoup plus importante suivra bientôt : celle que la gauche initie dès son arrivée au pouvoir en mai 1981. Elle bénéficie à 131 000 personnes sur 149 000 demandes.



Libération » du 10/08/1996 : Avec la droite revenue au pouvoir et le durcissement des lois sur le séjour des étrangers, de nombreux travailleurs migrants basculent dans l'illégalité : L'église Saint Bernard à Paris restera le lieu symbole de la lutte pour la régularisation. Occupée pendant près de deux mois par 300 sans-papiers soutenus par de nombreuses personnalités, elle sera évacuée avec violence par 1500 policiers et CRS.









Libération » du 30/05/1998 : En juin 1997 le gouvernement Jospin ouvre une régularisation sur critères : sur 135 000 demandes, plus de 80 000 seront satisfaites. Jospin déclarera que «le gouvernement n'a pas choisi de donner des papiers à tous». Des parrainages républicains des occupations et des grèves de la faim de sans-papiers se multiplieront en 1998.



Libération » du 09/09/2006 : Sous la pression d'associations, Nicolas Sarkozy décide de régulariser des familles sans papiers d'enfants scolarisés. Mais avec un quota de 6 000 régularisations fixé d'avance pour plus de 30 000 dossiers déposés, l'arbitraire règne en maître.









Libération » du 18/04/2008: Plusieurs centaines de salariés sans papiers soutenus par la CGT, la CFDT et plusieurs associations, lancent au printemps 2008 principalement à Paris et dans la région parisienne une série des grèves pour réclamer la définition de critères clairs de régularisation par le travail. Le mouvement est appuyé par de nombreux chefs d'entreprises.

### Plongée dans les archives de l'INA

- Solidarité avec Papi 08/01/1989
- Un maire contre la loi 16/02/1997
- Emmanuelle BEART sur St Bernard 23/08/1996
- Immigration rétrospective 20/11/1993
- Immigré en grève 28/03/1973.







#### Une censure électronique « made in china »

La Chine, qui compte près de 500 millions d'internautes et donc autant d'opposants potentiels, a développé un système de surveillance, de contrôle et de censure du Net. C'est l'un des plus sophistiqué au monde.

« Libye», « Le Caire » mais aussi « jasmin » : des mots parmi beaucoup d'autres brusquement interdits de toile et de « twitt » chinois. Une mesure qui ne suffira pas à protéger l'Empire du Milieu du virus démocratique à l'œuvre du Maghreb au Machrek depuis les premiers jours de l'année 2011, mais qui confirme la réalité d'une censure toujours à la pointe en République populaire de Chine. Avec bientôt un demi-milliard d'internautes, 200 millions de blogueurs et 10 millions d'accros au « twitter » national, l'enjeu du contrôle de l'information en circulation est de taille.

Dans les années 1960 la Chine interdisait « *Ben-Hur* » pour cause de propagande chrétienne comme elle privait plus récemment d'écran les héros homosexuels de « *Brokeback Mountain* ». Mais cette censure à l'ancienne de médias classiques, toujours d'actualité, dut s'adapter à la vitesse grand Net pour y stopper la propagation des innombrables sujets interdits ou sensibles. Ce fut chose faite en 1998 avec le projet « *bouclier doré* » vite surnommé « *grande muraille électronique* » ou « *Great Firewall* ». Et c'est ainsi que depuis cette date, à force de traquer la subversion et de courir après les petits génies qui jouent les « passe muraille », la Chine est parvenue à développer un des outils de censure les plus sophistiqué au monde.

La méthode? Blocage et filtrage sévère des portails, des forums de discussion et des microblogs à partir d'environ 500 mots clés. La remise à jour est régulière - « fuite nucléaire » est le dernier terme censuré en pleine catastrophe japonaise- et le fonds de thèmes interdits reste le même : « Tibet », « Ouïgours », « Tian amen », « Dalaï-Lama », « Falun Gong », « démocratie »...

Fermeture et piratage de sites, vitesse de connexion réduite, hameçonnage de mots de passes, surveillance de conversations sur Skype, « pistage » des utilisateurs de cyber cafés et des usagers d'internet mobile...: le gouvernement chinois déploie toute une panoplie de technologies pour désorganiser sa cyberdissidence. Il mise aussi sur toute une armée de bons petits soldats pour agir.

La cyberpolice chinoise c'est environ 40 000 agents épaulés dans leur tâche de surveillance par près de 300 000 « honkers » fidèles au régime. Ces derniers, très actifs sur les réseaux sociaux, forment ce qui est ironiquement surnommé « the 50-cent-army » : une armée de blogueurs « *activistes* » rétribués, 50 cent le commentaire, pour censurer les messages, orienter les discussions, envahir les forums et y noyer le poisson quand il n'est pas jugé assez « rouge ».







Mais la censure vient aussi des fournisseurs d'accès eux-mêmes, contraints de se plier aux lois chinoises pour exister : ils doivent ainsi conserver les données de leurs visiteurs, s'interdire la diffusion de contenus non conformes ou s'engager à les filtrer eux-mêmes. Pour pénétrer le marché chinois en 2006, Google signa ainsi le« pacte d'autodiscipline » en vigueur et pratiqua le filtrage. Cette allégeance n'empêcha pourtant pas Pékin d'organiser en 2010 un piratage massif du géant américain qui ferma son site : les requêtes sont désormais dirigées sur Google Hong-Kong qui échappe à la censure.

Il est ainsi difficile, voire impossible pour les grands sites sociaux occidentaux comme Youtube, Twitter, ou Facebook de s'implanter en Chine. Qu'importe! Les Chinois sont passés maîtres dans l'art de la copie, et des réseaux similaires se développent, avec contrôle obligatoire sous peine de suspension.

Ceux qui tentent de franchir la grande muraille électronique encourent la prison. Mais les arrestations, fréquentes, ne semblent pas décourager les nombreux prétendants au « surf » en liberté. Ils déploient des trésors d'imagination pour passer les filtres, prolongeant ainsi la course du chat et de la souris engagée avec l'état. Jusqu'à quand continueront-ils à se courir après ? Sans doute encore longtemps si l'on se fie à la prose gouvernementale : « Le droit à la liberté de parole sur l'internet est protégé par la loi» assure ainsi Pékin dans son très officiel « Livre blanc sur les progrès des droits de l'homme en Chine», publié en 2010. Des « progrès » qui font bien sûr l'impasse sur les 77 personnes aujourd'hui incarcérées pour cyberdissidence, sur les enfermements psychiatriques pour raisons politiques, la rééducation par le travail, la persécution des malades du sida ou encore les exécutions sommaires. Mais il est vrai qu'en matière de violations de droit de l'homme, la Chine, Great firewall ou pas, reste toujours à la pointe.

Par Brigitte Martinez

Le 11 juillet 2011







La contestation chinoise à la Une de « Libé » : Retour sur le combat démocratique chinois depuis la mort de Mao. Des massacres de Tian'anmen à la censure internet, il n'est toujours pas gagné.



« Libération » du 10/09/1976 ou du 18/09/1976 Mao Tsé-toung, fondateur et dirigeant de la République populaire de Chine, meurt le 9 septembre 1976 après plus de 30 ans passés au pouvoir. Collectivisme communisme, dictature du parti unique, et une violente « révolution culturelle », le bilan de sa dictature est terrible : elle aurait causé la mort de plusieurs dizaines de millions de personnes.



#### « Libération » du 28/11/1978.

Après la mort de Mao, une certaine libéralisation permet aux Chinois de critiquer le régime. Ainsi, le « mur de la démocratie » à Pékin se couvre de « dazibao », des affiches où les opinions politiques s'expriment librement. Une vague de manifestations secoue le pays de novembre 1978 à mars 1979. Ce « printemps de Pékin » finira par être violemment réprimé. Comme le furent aussi les manifestations de 1986.









**« Libération » du 22/04/1989.** Un nouveau mouvement de contestation naît en avril 1989 après la mort du haut dirigeant chinois Hu Yaobang, admiré par la population mais écarté du pouvoir. Les manifestants réclament, en même temps que sa réhabilitation politique, des obsèques nationales, des réformes politiques et démocratiques. Sous la pression, des funérailles nationales ont lieu le 22 avril. Le mouvement protestataire se prolonge.



**« Libération » du 25/04/1989.**Les manifestations d'étudiants et d'intellectuels qui se multiplient dans le pays, et notamment sur la place Tian'anmen, sont interdites. Cela n'empêche pas les grands rassemblements d'une population qui dénonce la corruption, les inégalités, et le manque de liberté.









**« Libération » du 18/05/1989.** La grève de la faim initiée par plus de 1 000 étudiants marque un tournant dans le mouvement. Quand les jeûneurs, très soutenus par la population, s'installent place Tian'anmen pour profiter des retombées médiatiques de la visite de Gorbatchev en Chine, plus de cent cinquante mille manifestants occupent la place. Pour cacher la contestation, Gorbatchev sera accueilli à la sauvette à l'aéroport.



**« Libération » du 20/05/1989.** Le 20 mai, la loi martiale est proclamée. Tandis que les étudiants de l'Académie des Beaux-Arts érigent place Tian'anmen la « déesse de la Démocratie » qui rappelle la statue de la liberté New-yorkaise, 200 000 militaires encerclent progressivement Pékin.









**« Libération » du 06/06/1989.** Le 4 juin les Pékinois descendent dans les rues, érigent des barricades pour barrer la route aux soldats, en vain. Les chars progressent et les militaires tirent à balles réelles sur les manifestants. La foule se défend, mais la place Tian'anmen est vidée dans le sang par l'armée au petit matin. Les affrontements continuent encore plusieurs jours. Le bilan de la répression, largement couverte par les médias occidentaux, varie selon les sources. Il est de 1 000 morts selon Amnesty International.



**« Libération » du 16/06/1989.** Une vague de répression brutale suit le massacre qui mit fin au 2ème « printemps de Pékin ». Arrestation de plusieurs milliers de personnes, condamnations, disparitions et parfois exécutions, voilà ce que les autorités chinoises réservèrent aux « délinquants ». Quelques dissidents réussirent à fuir et à trouver refuge à l'étranger.









« Libération » du 31/07/2008. S'informer sur les événements de Tian'anmen reste aujourd'hui encore impossible pour les Chinois : le sujet, interdit dans les médias, est aussi censuré sur la toile, comme beaucoup d'autres sujets : 30 000 cyberpoliciers, aidés par des milliers de délateurs bénévoles, réussirent à piéger à l'occasion des JO, des dizaines de cyberdissidents. 52 furent emprisonnés pour révélation de « secrets d'état »

## Plongée dans les archives de l'INA

- <a href="http://www.ina.fr/economie-et-societe/vie-sociale/video/CAB89019185/gorbatchev-a-pekin.fr.html">http://www.ina.fr/economie-et-societe/vie-sociale/video/CAB89019185/gorbatchev-a-pekin.fr.html</a>
- http://www.ina.fr/video/CAB89022071/chine-factuel-video.html
- http://www.ina.fr/video/CPD10000927/jerks-don-t-say-fuck-video.html